

- Depuis l'abrogation de l'autonomie le 5 août, l'armée torture tous les suspects de soutien aux séparatistes.
- Les mineurs ne sont pas épargnés.
- La communauté internationale reste silencieuse et les forces de sécurité jouissent d'une immunité totale.

Au Cachemire indien, la torture en toute impunité

Reportage Emmanuel Derville
Envoyé spécial au Cachemire

Les villageois de cette région du sud de la vallée du Cachemire se souviendront longtemps de la journée du 18 août. En début d'après-midi, les soldats lancent une rafle autour de leur base. Une poignée d'hommes, qu'ils soupçonnent d'aider l'insurrection séparatiste, est interpellée et emmenée au camp de Chillipora. Parmi les détenus, il y a Nazir[○], âgé d'une vingtaine d'années. "Mon oncle est allé à l'entrée du camp pour plaider la libération de son fils", raconte un membre de sa famille qui exige l'anonymat. Mais les soldats ne libèrent personne. Pas tout de suite. Les détenus sont d'abord torturés. "Ils l'ont tabassé jusqu'à ce qu'il ne tienne plus debout, poursuit cette source. Ils lui ont arraché les ongles, ont versé de l'eau pimentée sur les plaies. Quand il s'évanouissait, ils le réveillaient de force."

Torture psychologique

Pour que les villages voisins sachent ce que l'armée inflige aux détenus, les militaires diffusent les hurlements des suppliciés par haut-parleurs. "La séance de torture a duré trois heures, ajoute notre témoin. Pendant tout ce temps, mon oncle est resté planté devant l'entrée du camp. Il s'arrachait

les cheveux, se bouchait les oreilles, se giflait le visage pour ne pas entendre. Après en avoir fini avec Nazir, ils l'ont relâché. Il est resté alité pendant 40 jours."

Black-out

Le 5 août, le gouvernement de Narendra Modi a abrogé l'autonomie de la région travaillée par des revendications séparatistes. Les autorités ont suspendu le réseau téléphonique ainsi qu'Internet, arrêté des milliers de personnalités politiques, des intellectuels, des notables, des jeunes pour étouffer toute velléité de révolte. Une partie du réseau de téléphonie mobile a été rétablie le 14 octobre. Mais la région reste privée d'Internet. Avec le black-out des communications, la torture est l'une des principales armes utilisées pour imposer le calme. "Ils veulent répandre la peur dans les esprits. Ils punissent et terrorisent pour discipliner la population et mieux la contrôler", analyse Khurram Parvez, membre de la Jammu Kashmir Coalition of Civil Society (JKCCS). Cette organisation de défense des droits de l'homme installée à Srinagar milite contre la torture.

Ahmad[○], est une autre victime de la rafle du 18 août. Toujours traumatisé, il refuse de parler. C'est son frère qui raconte son calvaire, même s'il hésite à se confier par peur des représailles. "L'ar-

mée est descendue chez nous à 2 heures du matin la nuit dernière et elle nous a ordonné de ne pas parler à la presse", explique-t-il avant d'ajouter: "Les militaires l'ont relâché après 10 heures de détention. Il ne pouvait ni s'asseoir ni se tenir debout. À l'hôpital, les médecins lui ont diagnostiqué des lacérations aux pieds, une fracture de la cheville et une plaie sur la joue. Ils l'ont tabassé avec un objet contondant. Tout le monde dans le village pouvait l'entendre hurler à cause des haut-parleurs." Sa famille ne pense même pas à saisir la justice. "L'un de nos proches est avocat. Mais il a beau connaître le droit, demander réparation ne sert à rien. L'impunité est trop forte." Révélateur d'un pouvoir judiciaire qui questionne à peine la politique gouvernementale au Cachemire.

Trente cas recensés officiellement

L'incident du 18 août est loin d'être le seul. Khurram Parvez et ses équipes ont dressé une liste de 30 victimes de torture depuis le 5 août. Mais d'autres cas émergent à mesure que l'on parcourt les villages du sud de la vallée. Dans ces bourgades aux ruelles étroites, cernées de vergers, il suffit d'interroger les passants pour obtenir le nom et l'adresse d'un autre supplicié. Comme ce garçon de 16 ans arrêté le 16 septembre, torturé par l'armée en pleine rue, mort dans son lit le soir même. "Il rentrait du travail en scooter quand il est passé devant un camp militaire. Les soldats lui ont pris sa carte d'identité, l'ont tabassé pendant une heure avant de le relâcher", raconte son père qui veut lui aussi que son nom et celui